

SURMONTER LES ÉCHECS LIÉS À L'ACQUISITION DU CAPITAL HUMAIN DANS UN MONDE EN CRISE

Le 26 avril 2022, plus de 60 pays ont participé au conclave ministériel sur le capital humain organisé dans le cadre des réunions de printemps, afin de discuter des priorités et des solutions permettant de **compenser les pertes en matière d'acquisition de connaissances et de rétablir les emplois et les compétences.**

Principaux points à retenir

La reprise des activités d'acquisition de connaissances doit être au centre de la reprise économique, en raison de son impact sur les futurs taux de croissance.

- **Les pouvoirs publics** peuvent s'atteler à coordonner leurs efforts dans les domaines de la nutrition, de l'élaboration des programmes scolaires, des filets de sécurité, de la santé mentale et physique, du genre, des adaptations numériques, etc.
- **Le Groupe de la Banque mondiale** se fera l'écho de cet engagement et apportera une expertise diversifiée et des analyses multisectorielles pour aborder la question de l'acquisition des connaissances.

Un marché du travail robuste et un esprit d'entreprise fort nécessitent des soutiens à la fois structurels et conjoncturels, en partenariat avec le secteur privé.

- **Les pouvoirs publics** doivent être prêts à faire face à des ralentissements ou à des chocs soudains en matière d'emploi, tout en garantissant régulièrement l'accès à l'emploi et

au développement des compétences pour les femmes, les jeunes, les minorités et d'autres personnes susceptibles de rencontrer des obstacles plus importants.

- **Le Groupe de la Banque mondiale** devrait aider à déterminer quels sont ces obstacles, proposer des mesures structurelles pour aider à les surmonter, et conseiller la mise en œuvre de programmes capables d'absorber les chocs afin de préserver l'emploi pour tous.

Le développement de « l'économie numérique » offre de nombreuses possibilités en termes de création d'emplois, mais elle doit pouvoir servir à tous.

- **Les pouvoirs publics** devraient examiner attentivement les divers investissements nécessaires en matière de technologie, de politiques publiques et de capacités pour faire en sorte que le plus grand nombre possible de personnes puissent profiter des emplois liés à l'économie numérique.

- **Le Groupe de la Banque mondiale** devrait aider les pays à passer au crible les décisions et collaborations complexes qui permettent de construire une économie numérique forte, le secteur privé jouant souvent un rôle majeur.

Les panélistes ont partagé leur expérience de la lutte contre les effets de la pandémie sur l'acquisition de connaissances et l'emploi, par le biais d'efforts multisectoriels et en s'appuyant sur des partenariats avec le secteur privé. Les interventions visaient à empêcher un recul permanent des résultats en matière d'éducation et d'emploi.

Les ministres des Finances de l'Angola, de l'Équateur, de la Géorgie, du Maroc et du Rwanda ont partagé leurs points de vue lors de discussions en panel, et ont été rejoints par le directeur général et cofondateur d'Apex, une entreprise du secteur privé basée au Bangladesh. Le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, a participé à un dialogue en tête-à-tête avec Melinda French Gates, tandis que les directeurs généraux de la Banque mondiale, Mari Pangestu et Axel van Trotsenburg, ont dirigé des groupes de discussion sur les politiques de fond. La Vice-présidente pour le développement humain, Mamta Murthi, a présidé l'événement.

Remarques d'ouverture

La Vice-présidente Mamta Murthi a ouvert l'événement en donnant un aperçu de la situation mondiale :

- En avril 2022, le monde est confronté à des perturbations majeures en ce qui concerne le revenu des ménages, la prestation des principaux services de santé et d'éducation, et la sécurité alimentaire ;
- Les revers du marché du travail, en particulier pour les travailleurs du secteur informel, les jeunes et les femmes, pourraient avoir des répercussions sur les années à venir ; et
- Le nombre d'enfants âgés de 10 ans qui ne peuvent pas lire ou comprendre un texte simple est passé de 50 % à près de 70 % dans le monde. Cette situation risque d'avoir des répercussions sur une génération entière.

Dans l'ensemble, le scénario décrit par Mme Murthi a des effets négatifs durables sur les individus et des pertes économiques à long terme, ce qui représente des milliers de milliards de dollars de manque à gagner pour le PIB.

Avant de passer au premier panel de ministres, Mme Murthi a noté la présence de nombreux hauts fonctionnaires au Conclave, signe d'un engagement commun à améliorer le capital humain à l'échelle mondiale, même face à de telles difficultés.

Panel 1 : Compenser les pertes en matière d'acquisition de connaissances et faire face à la crise de l'apprentissage

La directrice générale de la Banque mondiale pour les politiques de développement et les partenariats, Mari Pangestu, a animé un panel de ministres des Finances composé des personnalités suivantes : Vera Daves de Sousa de l'Angola, Simon Cueva de l'Équateur et Lasha Khutsishvili de la Géorgie. Les discussions du panel ont porté essentiellement sur la manière de compenser les pertes en matière d'acquisition de connaissances des élèves dont les écoles ont été fermées pendant un an ou plus ; sur la manière dont ils peuvent récupérer les concepts qu'ils ont appris auparavant, mais qu'ils ont oubliés depuis, et sur ce que cela signifie réellement de « se remettre sur les rails » compte tenu des priorités nationales concurrentes.

Par exemple, le ministre angolais a indiqué comment son pays s'efforce de protéger les engagements financiers en faveur de l'éducation, d'améliorer la scolarisation et les infrastructures scolaires, et de coordonner avec les ministères de la protection sociale et de l'agriculture pour s'assurer que les parents

disposent d'un revenu suffisant pour ne pas avoir à demander à leurs enfants de choisir le travail plutôt que l'éducation.

Le ministre équatorien Cueva a établi un lien entre l'éducation de la génération actuelle et les indicateurs économiques futurs — productivité, investissement, esprit d'entreprise et innovation. Il a noté l'accent mis par l'Équateur sur la vaccination en tant que moyen de faciliter le retour des élèves à l'école, les défis majeurs que cela représente en période de réformes fiscales, et un plan d'éducation à trois volets portant sur la réhabilitation des écoles ; l'adaptation des programmes d'études et la nutrition ; la santé mentale et émotionnelle des enfants.

Le ministre géorgien Khutsishvili a réfléchi à l'importance d'aligner les investissements entre plusieurs ministères et à tous les stades de l'éducation, y compris pour l'un des plus grands projets d'apprentissage jamais mis en œuvre dans le pays (en cours de réalisation). Comme les autres intervenants, le ministre Khutsishvili a évoqué l'importance — et le défi — de maintenir les dépenses publiques pour l'éducation par rapport à d'autres programmes, et l'objectif de la Géorgie d'être un centre régional d'éducation de haute qualité et de professionnels prêts à travailler.

Les échanges ayant suivi les interventions des ministres ont mis en évidence la façon dont l'Angola envisage l'éducation des filles sous l'angle de la culture, ainsi que des besoins fondamentaux et des ressources scolaires ; la façon dont l'Équateur considère la malnutrition comme un obstacle multisectoriel aux résultats scolaires ; et l'importance que la Géorgie accorde à la connectivité et à la numérisation.

M. Trotsenburg a été invité, à la fin du premier panel, à intervenir et à s'entretenir plus longuement avec le ministre équatorien Cueva sur les liens entre la malnutrition et l'acquisition des connaissances. Le ministre Cueva a souligné l'importance de fournir un soutien à la petite enfance, de s'inspirer des bonnes pratiques et de s'appuyer sur les données pour évaluer les résultats.

Panel 2 : Restaurer les emplois et les compétences

Le Directeur général des opérations de la Banque mondiale, Axel van Trotsenburg, a animé un panel composé de deux ministres des Finances — Nadia Alaoui du Maroc et Uzziel Ndagijimana du Rwanda — et du PDG d'Apex Limited et fondateur de plusieurs entreprises, Syed Nasim Manzur du Bangladesh. Ils ont eu la tâche difficile d'aborder les effets de la COVID-19 sur le marché du travail et de déterminer ce qu'il faut faire maintenant et à l'avenir.

Les panélistes se sont largement appesanti sur les politiques à mettre en œuvre et le partenariat entre les pouvoirs publics et le secteur privé. La ministre Alaoui a d'abord présenté des données sur la baisse de l'emploi des femmes au Maroc et a réfléchi à la manière dont les gains précédents étaient désormais fragiles. Elle a décrit une nouvelle stratégie économique nationale, un programme de réforme intégré qui comprend des politiques de promotion de la microfinance et des fintech, ainsi que des réglementations du secteur privé, le tout dans le but de soutenir l'emploi des femmes dans l'économie formelle.

Le ministre rwandais Ndagijimana s'est concentré sur l'emploi des jeunes et sur l'objectif d'ajouter 1,5 million d'emplois sur sept ans — objectif entravé par la COVID-19. Il a parlé de l'importance de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) au Rwanda et a décrit un taux d'embauche plus élevé parmi les personnes diplômées de ces écoles. Il a également évoqué la nécessité de remédier aux chocs causés par la COVID-19 aux entreprises par le biais d'un fonds de relance économique, et de préparer l'avenir en intégrant mieux les compétences numériques dans le programme d'enseignement.

Du point de vue du secteur privé, M. Syed Nasim Manzur a salué certaines des mesures

importantes prises par le gouvernement du Bangladesh pour limiter les pertes d'emploi, notamment une décision de soutenir le paiement des salaires des travailleurs dans certaines industries qui emploient principalement des femmes. Il a également évoqué la préoccupation immédiate des employés, à savoir les défis que représente la maîtrise des différents protocoles sanitaires. Il a ensuite fait le constat que de nombreux programmes de travail qui visent à aborder des questions à long terme sont trop souvent dirigés par les bailleurs de fonds, avec pour résultat une souplesse limitée dans un monde en évolution rapide. M. Manzur a noté en particulier l'importance d'une formation de haute qualité guidée par les besoins du secteur privé, y compris une réponse qu'il a aidé à lancer dans le secteur du cuir en partenariat avec le gouvernement en 2019.

Mme Pangestu a conclu le deuxième panel en soulignant la nécessité de s'attaquer au chômage des jeunes, de regarder au-delà des emplois pour encourager l'esprit d'entreprise, et de garder un œil sur l'avenir en s'adaptant rapidement à la technologie, aux chaînes de valeur, aux tendances écologiques, etc.

Conversation entre le président Malpass et Melinda French Gates

À la fin de l'événement, le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, a engagé un dialogue axé sur les politiques avec Melinda French Gates, coprésidente de la Fondation Bill et Melinda Gates. Le président Malpass a axé ses questions sur la reprise de l'éducation, l'inclusion des femmes dans le marché du travail et l'importance des compétences numériques. Grâce à leur dialogue, Mme French Gates a mis en lumière plusieurs considérations essentielles :

- Les dix dernières années ont fourni des données probantes sur ce qui est nécessaire pour offrir une véritable

éducation, y compris dans les pays à faible revenu. Pour la mise en œuvre, il est important de travailler avec les fondations, le secteur privé, les pouvoirs publics et la société civile.

- La première contrainte à la participation des femmes au marché du travail est la garde des enfants, et des innovations telles que le Fonds pour la garde des enfants de la Banque mondiale peuvent aider à faire décoller des entreprises sociales clés en supprimant cet obstacle à l'accès au travail, tout en créant des emplois.
- En réduisant les écarts entre les sexes dans le domaine du numérique, les femmes auront de meilleures chances de tirer parti des portefeuilles numériques, ce qui leur permettra d'être davantage propriétaires de leurs biens et de prendre des décisions.

À la fin de leur discussion, le président Malpass a convenu que le fait d'entendre parler des pays qui réussissent et de transférer ces connaissances à d'autres pays est au cœur même de l'activité de développement.

Les enseignements

La Vice-présidente Mamta Murthi a conclu l'événement par quelques points clés, décrits au [début](#) de ce document.

Après avoir remercié tous les intervenants et panélistes pour cet événement, Mme Murthi les a tous invité au Conclave ministériel sur le capital humain des Assemblées annuelles 2022 qui se tiendra en octobre.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Consultez les déclarations écrites et enregistrées des ministres sur la page web suivante :

<https://www.worldbank.org/en/news/statement/2022/06/01/human-capital-conclave-summary-spring-meetings-2022>